



grand paris

MARDI 23 OCTOBRE 2007

pour nous écrire : paris@20minutes.fr

« Les Hauts-de-Seine, fer de lance de la croissance »

Le président du conseil général, Patrick Devedjian, livre à *20 Minutes* ses ambitions pour le département et attaque la politique du PS à la région. P.2-3



Patrick Devedjian est le président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine. Interview.

Alors que vous aviez d'autres ambitions au lendemain de la présidentielle, vous voici à la tête du conseil général des Hauts-de-Seine. Quelques mois après votre arrivée, quel est votre projet pour le département ?

J'avais des ambitions ministérielles, c'est vrai, mais je ne suis pas arrivé là par hasard non plus. J'ai toujours eu envie d'être à la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine, je m'y suis préparé. Il m'a d'abord fallu prendre la mesure de cette administration complexe de 7.000 personnes et d'un budget de 1,7 milliard d'euros. Avant de définir ma politique, j'ai pris le temps d'évaluer les 480 dispositifs existants et de rencontrer tous les agents du conseil général.

Votre politique sera-t-elle en rupture avec celles menées par vos prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua, qui ont marqué de leur empreinte ce département ?

Je ne suis pas là pour marquer, mais pour servir. Je veux développer trois axes: l'économie, la solidarité et la culture. Les Hauts-de-Seine, c'est le fer de lance de la croissance française. Mais notre prospérité est menacée, par exemple par le schéma directeur d'Ile-de-France et sa vision malthusienne. Ce document ne cherche qu'à développer les territoires de gauche, or les Hauts-de-Seine ne sont pas en compétition avec la Seine-Saint-Denis ou le Val-de-Marne, mais avec Londres, Bruxelles, Francfort, Milan. Ainsi, la Défense est un ensemble qui demande à être rénové et stimulé en permanence, faute de quoi il sera dépassé par ses concurrents. A Londres, 40% des bâtiments sont des équipements dits « intelligents », répondant aux dernières normes environnementales et technologiques. En Ile-de-France, ce n'est que 4 %. C'est pourquoi nous allons faire appel aux plus grands architectes du monde pour relancer ce quartier.

Vous contestez donc la vision du Sdrif, qui est de freiner l'expansion de la Défense pour développer la création d'emplois en faveur de l'est de la région?

Je la conteste totalement. Le choix des grandes entreprises mondiales c'est entre Londres ou la Défense, pas entre l'est et l'ouest de Paris. La Défense a une visibilité mondiale que d'autres quartiers de la région parisienne n'ont pas. C'est le Manhattan français. Le développement de la Défense profitera par ailleurs à la Seine-Saint-Denis et au Val-de-Marne, car ces grandes entreprises génèrent un tissu économique qui a vocation à s'installer à proximité.

Donc votre projet c'est: «Les grandes entreprises dans les Hauts-de-Seine, et les petites sur le reste du territoire»?

Mais non! Il faut laisser les entreprises s'installer où elles veulent. Je ne veux pas qu'on nous entrave. Je dis : laissez-nous gérer notre territoire et tenir compte du marché international. Le dirigisme socialiste est contre-productif au regard de la croissance.

Mais vous ne confondez pas la Défense et les Hauts-de-Seine ?

La vision du Sdrif est malthusienne sur l'ensemble du département. Tout le projet de Sdrif tend à considérer que les Hauts-de-Seine sont trop riches et qu'il faut nous étouffer. Par exemple, il n'y a rien dans ce document pour le développement du sud du département, la partie la plus pauvre.

Sur le dossier de la Défense, l'Etat aura de toute façon le dernier mot. Que la région soit pour ou contre ne changera pas grand-chose...

Oui. C'est pourquoi cette agitation est vaine.

Vous dénoncez la vision partisane du Sdrif. Mais on reproche aussi au département des Hauts-de-Seine de favoriser les villes de son bord politique, notamment en termes de logements...

J'entends cette critique. Mais notre département est très urbanisé, comme Paris. Il faut arriver à une politique équilibrée. Je remarque que les villes de gauche recherchent l'accumulation des logements sociaux. Elles aiment ça, elles en veulent beaucoup, car elles ont le sentiment que ça favorise leur électorat. Les villes communistes préemptent systématiquement le foncier disponible pour empêcher les promoteurs de faire de l'accession libre à la propriété.

Votre deuxième axe sera la solidarité. Allez-vous poursuivre l'expérience de retour à l'emploi des RMistes menée avec la société privée Ingeus?

Cette expérience coûte très cher, or je veux en avoir pour mon argent. Il y a une certaine hypocrisie dans cette affaire: on a confié à grands frais à cette société le soin de trouver des emplois aux cas les plus difficiles, les RMistes de plus de six ans. Je souhaite que l'effort soit fait en direction de tous les publics, sans attendre qu'ils soient à ce point enclavés dans l'exclusion. Je veux qu'on traite les RMistes beaucoup plus tôt. Dans ce cadre, j'envisage d'élargir les compétences attribuées à Ingeus.

En parlant de solidarité, les communistes vous accusent d'avoir divisé par deux la subvention du département au Secours populaire. Pourquoi avoir fait cela?

Parce que le conseil général donne de l'argent pour financer des projets, pas pour abonder la Caisse d'Epargne. En l'occurrence, le Secours populaire nous a présenté une trésorerie de 243.000 euros, en augmentation de 54.000 euros par rapport à l'année précédente. Nous avons donc ramené la subvention de 54.673 euros à 30.000 euros. Nous avons également réduit, dans de moindres proportions, la subvention de la Banque alimentaire, pour les mêmes raisons, et ni l'une ni l'autre n'ont protesté au moment de signer la convention cet été. Je suis décidé à regarder de très près toutes les subventions: il s'agit de l'argent des contribuables, et une subvention n'est pas automatique. Nous finançons plus de 1.700 associations, et nous n'avons même pas de service qui assure le suivi de ces financements. Je vais donc le créer. Je suis en train d'installer la culture de l'évaluation au conseil général: c'est une petite révolution!

Votre troisième axe sera la culture. Défendez-vous l'idée d'un Zénith à la Défense avancée par Nicolas Sarkozy?

Je défends ce projet, si possible à la Défense. Mais d'autres projets sont à examiner. Regardez l'île Seguin: il faut y développer un pôle culturel très ambitieux. Or, l'Etat est en train de se désengager. Je pense qu'il faut conserver l'idée d'un jardin de statues contemporaines, mais le prolonger sur le parc de Saint-Cloud. Pourquoi ne pas créer également un opéra de plein air, par exemple à la place du CNRS, dont la venue pourrait être reconsidérée. Pour moi, l'île Seguin doit être l'île Saint-Louis du XXI^e siècle.

Et quels sont les autres équipements que vous souhaiteriez?

Je veux faire de la vallée de la Seine la vallée de la culture, en aménageant les berges, en développant l'île Seguin, l'île Monsieur, le parc Saint-Cloud, les jardins Albert-Kahn, en rénovant la Manufacture de Sèvres, ce bijou mondial. Et je souhaiterais prolonger cela jusqu'à l'île de Puteaux, en développant, par exemple, des guinguettes sur les berges. Je veux mettre la Seine en valeur, permettre aux habitants de se la réapproprier, et développer les liaisons fluviales avec Paris.

Recueilli par Mickaël Bosredon